Ouverture du 11è sommet de l'Union africaine

@rib News, 30/06/08 â€" Source AFPLe 11e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) a ouvert ses travaux lundi matin dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, en présence du président controversé du Zimbabwe, Robert MUGABE.Les travaux du sommet de l'Union africaine (UA) qui représente 53 pays africains s'annoncent mobilisés par la crise au Zimbabwe.

Le sommet a débuté à 10h00 (07h00 GMT) sur un thà me officiel - l'eau et l'assainissement - qui sera trà s largement éclipsé par la situation au Zimbabwe et la venue à la réunion du président Robert MUGABE, qui a annoncé son intent de se joindre aux débats même si sa participation n'a pas été confirmée officiellement à l'UA. L'opposition zimbabwé a appelé lundi l'Union africaine (UA), réunie en Egypte, à nommer un envoyé permanent pour seconder les efforts de mÃ@diation du prÃ@sident sud-africain Thabo MBEKI au Zimbabwe."C'est un moment historique pour les dirigeants africains", a déclaré George SIBOTSHIWE, un porte-parole du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), interrogé par la radio sud-africaine SAFM avant l'ouverture du sommet de l'UA Ã Charm-el-Cheik. "Nous attendons simplement qu'ils reconnaissent que les élections du 27 juin étaient une imposture et qu'ils nomment un envoyé spécial pour assister le président MBEKI", a-t-il ajouté.Le résultat de l'élection au Zimbabwe "n'a pas reflété la réelle volont peuple zimbabwéen ni produit un résultat légitime", a estimé lundi le Secrétaire général de l'ONU BAN Ki-moon da communiqué. M. Ban a "plusieurs fois répété que les conditions n'étaient pas en place pour une élection libre et équitable" au Zimbabwe et, selon lui, le résultat du vote "n'a pas reflété la réelle volonté du peuple zimbabwéen ni ı un résultat légitime", a indiqué une porte-parole du Secrétaire général.Le Secrétaire général de l'ONU "encoura efforts des deux parties", à savoir le président Robert MUGABE et l'opposant Morgan TSVANGIRAI, "à négocier une solution politique qui arrêterait la violence et l'intimidation", a-t-il ajouté selon sa porte-parole, dans un communiqué transmis depuis Tokyo oÃ1 M. Ban effectue une visite."Il soutient les efforts de l'Union africaine (UA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) Ã promouvoir un accord acceptable pour le peuple du Zimbabwe", a ajouté la porte-parole de M. Ban, rappelant que le secrétaire général adjoint et envoyé spécial de l'ON Haile Menkerios, était présent au sommet de l'UA pour "aider de toute maniÃ"re possible".M. MUGABE a été déclaré vainqueur dimanche d'une élection présidentielle où il était seul en lice après le retrait de M. TSVANGIRAI, qui avait renoncé à sa participation pour dénoncer les violences du pouvoir au Zimbabwe contre l'opposition et les conditions malhonnêtes du scrutin. M. MUGABE a obtenu 2.150.269 voix, soit 90,2% des suffrages exprimés, contre 233.000 au chef de l'opposition Morgan TSVANGIRAI, dont le nom figurait sur les bulletins de vote malgré son retrait. Selon M. TSVANGIRAI, 200.000 personnes ont été déplacées, 10.000 blessées et 90 membres du parti d'opposition tués depi une défaite du parti au pouvoir à des élections générales le 29 mars.Quelques heures aprà s la cérémonie d'investi les observateurs de la SADC, représentant 14 pays d'Afrique australe, ont dénoncé un résultat qui "ne reflÃ"te pas la volonté du peuple", rompant avec l'habituelle mansuétude de la région à l'égard du plus vieux chef d'Etat d'Afrique.Le dossier zimbabwéen a empoisonné les travaux préparatoires du sommet, débutés vendredi - le jour mÃame du second tour de la présidentielle zimbabwéenne - avec le conseil des ministres des Affaires étrangà res de l'Union, qui ont renvoyé l'affaire aux chefs d'Etat.Dimanche soir, le Conseil de paix et de sécurité - organe de l'UA chargé de la prévention et de la gestion des conflits - en a fait de mÃame, aprà s plus de trois heures de discussions à huis clos achevées sans aucune déclaration publique. "Il y a eu un échange de vues sur la question du Zimbabwe", a déclaré Ã journalistes El Ghassim Wane, porte-parole de la Commission de l'UA à l'issue de cette réunion: "il s'agissait simplement pour le Conseil de se tenir au courant des derniers d©veloppements dans ce pays ©tant entendu qu'une discussion aura certainement lieu au niveau des chefs d'Etat et que, s'il y a une décision à prendre, elle sera prise au niveau de la conférence de l'Union". Depuis une semaine, l'UA est pressée de toutes parts d'intervenir dans la crise, notamment par les Occidentaux qui ont qualifié la réélection de M. MUGABE de "farce" et qui demandent à l'organisation de refuser toute Iégitimité à son régime. Mais jusque présent, l'UA n'a pu parvenir à aucun consensus sur le sujet, bien que les observateurs du Parlement panafricain - un des organses de l'UA - aient jugé le second tour "ni libre ni équitable" et appelé à l'organisation d'un nouveau scrutin.L'Union africaine L'Union africaine (UA), dont le 11e sommet se réunissait lundi et mardi à Charm el-Cheikh (Egypte), a été lancée en 2002 en Afrique du Sud, avec pour ambition de devenir un outil d'intégration, de stabilité et de développement plus efficace pour le continent.L'UA, qui regroupe 53 Etats membres, a succédé à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), fondée en 1963 aprÃ"s l'accession à l'indépendance de la majo des Etats africains. Son Acte constitutif a remplacé la charte de l'OUA.Inspirée de l'Union européenne (UE), elle avait étÃ proclamée en 2001 à Syrte (Libye) lors d'un sommet extraordinaire de l'OUA, aprÃ"s un forcing du numéro un libyen, le colonel Mouammar KADHAFI.Le projet initial du dirigeant libyen, présenté dà s 1999, prévoyait la création d'une fédération rassemblant les pays du continent sous le nom des "Etats-Unis d'Afrique". Il a été considérablement atténi au cours des diff©rents sommets.Parmi les organes constitutifs de l'UA figurent la Conf©rence, organe suprªme qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission (ancien secrétariat général sous l'OUA), chargée de l'application des politiques de l'Union, et le Conseil exécutif (ministres).Le Parlement panafricain, lancé en 2004, a été installé en Afrique du Sud.Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), lancé en 2004 sur le modÃ"le du Conseil de sécurit de l'ONU, consacre, pour la premià re fois, le principe de l'ingérence africaine. Le CPS peut envoyer une mission de paix et recommander le d©ploiement d'une force en cas de g©nocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanit©.L'OUA, dont la charte soulignait les principes de non-ingérence et de respect de la souveraineté des Etats, était souvent critiqué pour son impuissance face aux guerres affectant le continent. L'UA a dÃ@ployÃ@ plusieurs missions de paix sur le continent, au Burundi, au Soudan et en Somalie. En mars, des troupes mandatées par l'UA ont soutenu l'armée comorienne dans une opération sur l'île d'Anjouan destinée à chasser du pouvoir Mohamed BACAR, dont la réélection avait été jug illégale.Un Projet cadre sur la Force africaine en attente (FAA), qui doit servir de force d'intervention dans les conflits, a

été adopté en 2004.Le chef de l'Etat tanzanien Jakaya KIKWETE est président en exercice de l'UA. L'exécutif est assu

par le président de la Commission, le Gabonais Jean PING, qui a remplacé en avril le Malien Alpha Oumar KONARÉ.Le siège de l'UA se trouve à Addis Abeba, qui abritait l'OUA depuis sa création.Au total, 17 organes doivent être installés à terme, dont une Cour de justice et une Banque africaine, sorte de banque centrale continentale.Une Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme est entrée en vigueur fin 2002.

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 20 April, 2024, 05:47